



Pour une mobilisation internationale des travailleurs et des jeunes contre la guerre en Irak

Par [WSWS](#)

Mondialisation.ca, 24 janvier 2007

[WSWS](#) 24 janvier 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Déclaration du *World Socialist Web Site* et du Comité international de la Quatrième Internationale

Le *World Socialist Web Site* et le Comité international de la Quatrième Internationale en appelle à tous les travailleurs, les étudiants et les jeunes socialement conscients de partout dans le monde pour qu'ils se consacrent en 2007 au développement d'un mouvement de masse international de la classe ouvrière contre les guerres des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

L'administration Bush a ordonné que 21 500 soldats supplémentaires se rendent en Irak pour mettre fin à l'opposition à l'occupation américaine, ce qui signale une intensification majeure d'une guerre qui a déjà coûté la vie à des centaines de milliers d'Irakiens, à 3000 soldats américains et plusieurs centaines de soldats britanniques, italiens, espagnols, ukrainiens et d'autres pays de la « coalition ».

Bush a été clair sur le fait que non seulement il a l'intention de pointer la puissance de feu américaine contre les quartiers très peuplés de Bagdad et la population des centres de la province rebelle d'Anbar, il prépare aussi de nouvelles guerres d'agression, comme le démontre la concentration des forces navales dans le golfe Persique et l'offensive diplomatique de Washington pour trouver des alliés au Moyen-Orient contre l'Iran et la Syrie.

Les ordres de Bush pour « chercher et détruire » les soi-disant réseaux de soutien aux « insurgés et aux terroristes » en Irak préparent le terrain pour une augmentation des provocations et des incursions militaires dans ces deux pays.

La guerre d'Israël au Liban de juillet dernier visant à éliminer le Hezbollah a été soutenue par les Etats-Unis comme le premier pas dans sa mobilisation contre l'Iran et la Syrie. L'échec israélien, loin d'avoir éloigné le danger d'un élargissement de la guerre, ne l'a qu'augmenté. Des reportages ont fait état des détails de plans avancés tant d'Israël que de l'armée américaine pour une attaque sur l'Iran qui ferait usage de l'arme nucléaire pour la première fois depuis 1945.

Les ouvertures des Etats-Unis aux Etats où prédominent les sunnites, comme l'Arabie saoudite et l'Egypte, pour trouver un appui contre l'Iran chiite menaçant de transformer la guerre civile en Irak en un conflit confessionnel qui engouffrera toute la région.

Ces actions ont été réalisées au mépris ouvert des sentiments de la vaste majorité de la population mondiale. Dans un pays après l'autre, les sondages ont montré à maintes reprises une opposition écrasante à la guerre.

La Maison-Blanche a ignoré la volonté expresse du peuple américain, qui s'est rendu aux urnes en novembre dernier pour voter contre la guerre et pour retirer le contrôle des deux chambres du Congrès américain aux républicains. En Irak même, la plupart des personnes non seulement veulent la fin de l'occupation militaire, mais appuient les attaques armées contre les occupants étrangers.

Les Etats-Unis ont envahi l'Irak dans le but d'obtenir le contrôle exclusif des immenses réserves en pétrole du pays et de créer une base pour la réalisation d'ambitions plus larges de domination au Moyen-Orient et en Asie centrale. Dans toutes les régions du globe — du Moyen-Orient à l'Amérique latine en passant par le Pacifique Sud — la concurrence s'intensifie entre les grandes puissances pour les ressources, le travail à bon marché et les marchés. Une lutte pour un nouveau partage de l'Afrique est en cours. En Somalie, la machine militaire américaine a commencé le massacre des Africains, envoyant ses avions de guerre et ses unités d'opérations spéciales d'assassinat tout en fomentant une guerre régionale.

Washington a dévoilé ses plans pour une augmentation permanente de la taille de l'armée et des marines américains en préparation de futures interventions. En réponse, toutes les principales puissances, y compris celles qui sont en train d'émerger telles l'Inde et la Chine, augmentent elles aussi leur capacité militaire et se préparent à la guerre pour la défense de leurs intérêts. L'éruption violente du militarisme américain menace toute l'humanité, faisant planer le danger d'une conflagration mondiale.

De plus en plus, le rôle mondial que prend l'impérialisme américain, avec son mépris de la loi, sa rapacité et sa témérité, ressemble de plus en plus à celui qu'avait pris l'impérialisme allemand et japonais dans la période précédant l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale en 1939. Comme dans les années 1930, il semble de plus en plus évident que la direction du monde a été donnée à des fous à lier.

Toutefois, ce qui semble être folie est en fait le produit de la structure économique du capitalisme mondial et des intérêts matériels des classes dirigeantes. On trouve les causes fondamentales de l'éruption du militarisme impérialiste dans les contradictions du capitalisme mondial — les contradictions entre une économie intégrée mondialement et le système capitaliste des Etats-nations et entre les processus sociaux de production et le caractère anarchique d'une économie de marché basé sur la propriété privée.

Ces contradictions ont été grandement intensifiées dans le dernier demi-siècle en conséquence d'une intégration toujours plus grande de l'économie mondiale. Elles trouvent leur expression la plus concentrée dans l'impérialisme américain lui-même, qui cherche à maintenir sa position déclinante en tant qu'hégémonie mondiale et d'unique « superpuissance » en utilisant sa supériorité militaire pour contrecarrer le long déclin de sa puissance économique. Cette politique colonialiste demande l'intensification de la violence militaire à l'étranger et d'attaques encore plus importantes sur les conditions sociales et les droits démocratiques de la population à l'intérieur.

La guerre américaine a fait de l'Irak un cauchemar de mort et de destruction, où près d'une centaine de personnes sont tuées quotidiennement, des centaines de milliers de personnes

ont été victimes de « nettoyage ethnique » et des millions d'autres ont été forcées de fuir le pays. C'est une partie de l'offensive brutale contre la classe ouvrière internationale.

Non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, au Japon, dans les anciennes colonies et à travers le monde, les élites de la grande entreprise et de la finance ainsi que les gouvernements qui servent leurs intérêts attaquent les emplois, le niveau de vie et les droits démocratiques des travailleurs ordinaires. Les sociétés transnationales qui dominent l'économie mondiale ratissent le globe à la recherche des sources les plus économiques de travail. Les gains sociaux gagnés par les luttes des générations précédentes sont systématiquement éradiqués.

Redonner vie au mouvement anti-guerre

Des centaines de millions de personnes à travers le globe s'opposent au militarisme américain. Mais leurs efforts à ce jour n'ont rien donné parce que la perspective du mouvement anti-guerre étaient de ne pas dépasser les protestations impotentes aux puissances en place. Il faut une nouvelle perspective politique et révolutionnaire pour guider une lutte unifiée internationalement contre la guerre impérialiste.

En février 2003, à la veille de l'invasion américaine de l'Irak, le potentiel d'une telle lutte internationale a été démontrée dans les plus grandes manifestations anti-guerre que le monde ait jamais vues. Plus de 10 millions de personnes à travers le monde ont pris la rue, participant à des manifestations simultanées sur chaque continent.

Les conceptions politiques qui régnaient dans ces manifestations — la guerre pouvait être empêchée par la force de l'opinion publique, soit en dissuadant Washington ou en faisant appel aux puissances européennes et aux Nations unies pour contenir les excès de l'impérialisme américain — ont été complètement réfutées par la suite des événements.

Six mois après l'invasion illégale en mars 2003, les Nations unies ont passé une résolution autorisant l'occupation américaine de l'Irak. Loin de former une organisation neutre pour laquelle la paix serait le premier objectif, l'ONU s'est révélé être un véritable repaire de brigands où les guerres néocoloniales sont préparées. Depuis l'annonce de Bush sur la plus récente intensification du conflit en Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu un lourd silence sur la question, au moment même où il approuvait une intervention en Somalie appuyée par les Etats-Unis.

Toutes les puissances impérialistes, grandes et petites, sont impliquées dans la guerre en Irak. La Grande-Bretagne, l'Australie et la Pologne ont été des membres fondateurs de la célèbre « coalition des volontaires » et ont déployé des troupes afin de participer à l'invasion américaine. L'Italie, le Portugal, les Pays-Bas, l'Espagne et la Norvège ont aussi envoyé des forces, alors que la Corée du Sud y maintient toujours 2300 soldats et le Danemark, quelques centaines.

Le gouvernement allemand a donné son autorisation à l'invasion américaine, permettant à Washington d'utiliser son territoire pour déclencher l'attaque et fournissant au Pentagone des renseignements militaires. L'Allemagne et la France, qui se sont affichées en 2003 en tant qu'opposants de l'invasion américaine, ont rejoint les forces de l'OTAN en Afghanistan et combattent à réprimer la résistance du peuple afghan, libérant ainsi des troupes américaines pour la guerre en Irak.

La Russie et la Chine ont plié à maintes reprises devant les menaces et la pression de Washington. À la suite de l'invasion américaine, ils ont joint les soi-disant opposants européens à la guerre en apposant le sceau d'approbation de l'ONU sur l'occupation américaine. Ces deux pays ont appuyé des résolutions de l'ONU condamnant l'Iran et la Corée du Nord que les Etats-Unis vont inévitablement exploiter pour justifier de futures attaques.

Les élites dirigeantes des pays qui ont été historiquement victimes de l'impérialisme ont réagi aux guerres d'agression des Etats-Unis en tentant de les utiliser pour promouvoir leurs propres ambitions régionales. Le gouvernement de l'Iran a collaboré directement pour faciliter les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak et cherche depuis ce temps à utiliser la crise à laquelle font face les interventions américaines pour étendre l'influence iranienne dans ces deux pays.

Le gouvernement brésilien du président du Parti des travailleurs, Luiz Inacio Lula da Silva, qui a ses propres visées en Amérique latine, s'est aligné en 2003 avec l'Allemagne, la France et la Russie en s'opposant à l'invasion américaine. Il a ensuite envoyé des troupes en Haïti, prenant la relève des marines des Etats-Unis — très demandés en Irak — qui avaient envahi la nation insulaire pauvre après que les Etats-Unis eurent planifié le renversement du président élu, Jean Bertrand Aristide.

Dans un pays après l'autre, la soi-disant « guerre internationale contre le terrorisme » qu'a entreprise Washington pour justifier ses guerres d'agression a été utilisée comme excuse politique pour perpétrer des crimes innommables. Cette guerre frauduleuse a servi de camouflage à la répression totale de la moindre opposition — y compris celle des mouvements réformistes et nationalistes — au statu quo impérialiste. Par exemple, au Sri Lanka, le gouvernement de Colombo a proclamé que son agression militaire contre la minorité tamoule de l'île faisait partie de cette « guerre » et il a reçu un appui politique et militaire direct de Washington pour mener ses atrocités.

Dans la mesure où des régimes bourgeois — en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs — se sont opposés en paroles à la guerre, leurs différends avec Washington n'ont été que de nature purement tactique, par peur que leurs propres intérêts dans la région en souffrent. En dernière analyse, tous ces régimes dépendent de l'impérialisme des Etats-Unis comme assurance de la stabilité capitaliste et rempart contre la révolution.

Des leçons politiques cruciales peuvent être tirées de ces quatre dernières années. Ni la guerre en Irak et ni une future agression impérialiste ne peuvent être stoppées par des appels aux establishments politiques officiels, aux Etats-Unis ou n'importe où ailleurs dans le monde.

La lutte contre la guerre est aujourd'hui — comme elle l'était durant la première et la deuxième guerres mondiales — une question internationale de classe. Des appels à la paix ne mèneront à rien à moins d'être orientés vers la mobilisation politique indépendante des travailleurs, qui n'ont aucun intérêt dans le pillage impérialiste. La lutte contre la guerre doit être menée sur la base d'une stratégie socialiste internationale.

Le militarisme américain et l'effondrement de la démocratie aux Etats-Unis

Bien que l'administration Bush soutienne que la guerre en Irak a pour but d'y apporter la démocratie, son intensification a permis de révéler l'effondrement des processus

démocratiques aux Etats-Unis mêmes. L'opposition massive à la guerre qui a été exprimée aux urnes en novembre dernier et qui a été appuyée par des millions de personnes à travers le monde, ne peut trouver de véritable expression au sein de l'establishment politique américain ou des ses deux principaux partis.

Comme l'avait averti le *World Socialist Web Site* le jour de l'élection, « Peu importe le résultat des élections au Congrès et pour les postes de gouverneurs qui ont lieu aujourd'hui, après 7 novembre, les travailleurs des Etats-Unis feront face à un régime politique à Washington qui continuera à soutenir la guerre impérialiste en Irak et les attaques sur les droits démocratiques et le niveau de vie aux Etats-Unis. » Cette mise en garde a été pleinement confirmée.

Les différends entre Bush et ses critiques de l'establishment politique se situent au niveau des tactiques et des moyens, et non au niveau des principes et des fins. Peu importe les récriminations au sujet de la conduite de la guerre, tous s'entendent pour dire qu'un retrait immédiat de l'Irak est impensable et que des intérêts américains financiers et géostratégiques cruciaux sont en jeu.

Même si les démocrates doivent leur victoire de novembre aux sentiments anti-guerre très répandus, la direction du parti a déjà clairement fait savoir qu'elle n'allait pas s'opposer aux plans d'intensification de la guerre de Bush, rejetant les seuls moyens à sa disposition pour mettre un terme à la guerre : l'impeachment du président ou un vote pour couper le financement militaire.

Brent Scowcroft, conseiller à la sécurité nationale dans l'administration de Bush père et un des principaux architectes du plan du Groupe d'étude sur l'Irak, a récemment expliqué en quoi consistait la base de cette politique brutale. Dans le *New York Times* du 4 janvier, Scowcroft a insisté que, même si le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak reconnaissait que la situation en Irak était « grave et se détériorait », un retrait des troupes américaines sans une victoire des Etats-Unis « constituerait une défaite stratégique pour les intérêts américains, et aurait des conséquences potentiellement catastrophiques pour la région et au-delà. »

Poursuivant, Scowcroft a affirmé que « Les effets ne se limiteraient pas qu'à l'Irak et au Moyen-Orient. Les ressources énergétiques et les voies stratégiques qui sont vitales à l'économie mondiale seraient soumises à un risque beaucoup plus grand. Les terroristes et les extrémistes d'ailleurs seraient galvanisés. Et la perception internationale serait que le colosse américain aurait trébuché, qu'il aurait perdu de sa détermination et qu'il ne pourrait plus être considéré comme un allié fiable ou un ami, ou comme celui qui assurerait la paix et la stabilité dans cette région cruciale. »

Les objectifs de l'impérialisme américain ont été ici clairement définis. L'oligarchie financière qui dirige l'Amérique est déterminée à prendre le contrôle des « ressources énergétiques et les voies stratégiques qui sont vitales à l'économie mondiale » afin d'établir son hégémonie globale et d'être en position de pouvoir dicter les conditions à ses principaux rivaux capitalistes en l'Europe et en l'Asie.

Il craint qu'avec une reconnaissance de la défaite en Irak, des millions de personnes à travers le globe – également en Amérique – tireront la conclusion que « le colosse américain s'est effondré » créant en conséquence les conditions pour des soulèvements révolutionnaires à l'échelle internationale.

Alors que la majorité de la population mondiale veut le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes américaines et de la « coalition » de l'Irak et de l'Afghanistan, cette simple demande humaine ne peut se réaliser par les institutions politiques contrôlées par l'élite de la grande entreprise et financière. Leurs intérêts globaux ne peuvent être atteints que par la violence et c'est pourquoi la guerre continue.

Les leçons politiques des élections américaines

Les élections américaines de novembre soulèvent des questions politiques vitales pour les travailleurs de tous les pays.

L'expérience politique par laquelle les masses américaines sont passées durant les quatre dernières années a démontré l'impasse dans laquelle mène une stratégie visant à faire pression sur le Parti démocrate dans le cadre du système biparti.

Lors des élections pour le Congrès en 2002, les démocrates ont refusés de soulever la question de l'invasion imminente de l'Irak, ignorant le sentiment anti-guerre des masses parmi les électeurs démocrates et permettant au gouvernement de mener sa conspiration pour traîner le pays dans une guerre basée sur des mensonges. Les concessions lâches des démocrates ont culminé dans le vote du Congrès d'octobre 2002, qui donna à la Maison-Blanche un chèque en blanc pour entreprendre les actions militaires.

Au moment de la campagne présidentielle de 2004, l'opposition populaire à la guerre s'était intensifiée. Les primaires présidentielles démocrates enregistrèrent la montée de l'opposition des masses avec l'émergence du candidat soi-disant anti-guerre Howard Dean à la tête de la course. La direction du Parti démocrate a sommairement déraillé la campagne de Dean pour éviter que les élections ne deviennent un référendum sur la guerre.

Lorsque John Kerry a été élu candidat, Dean et les autres candidats supposément anti-guerre, se rangèrent derrière sa campagne pro guerre. Bush a été réélu et la guerre s'est poursuivie.

Les démocrates n'ont ni encouragé ni accueilli les résultats des élections de mi-mandat de novembre 2006. Avant le vote du 7 novembre, dans un effort concerté pour sauver les opérations américaines en Irak et détourner le sentiment anti-guerre croissant des masses, les principaux dirigeants démocrates et républicains ont pressé la population de s'en remettre au Groupe d'étude sur l'Irak, un comité bipartisan, pour avancer une nouvelle stratégie « gagnante » en Irak.

Dans les heures qui ont suivi la publication du rapport du comité, dans lequel ses membres concluent à un retrait à brève échéance des troupes américaines tout en déclarant que la stratégie de Bush pour une victoire militaire est un échec, la Maison-Blanche rejeta ces propositions et le Groupe d'étude sur l'Irak fut mis sur les tablettes.

Le peuple américain veut la paix, mais il obtient une intensification de la guerre. Les médias de masse se sont rangé derrière l'escalade militaire en Irak de l'administration et ont emboîté le pas dans la campagne d'agression militaire contre l'Iran.

L'attitude de l'élite dirigeante américaine à l'égard du sentiment anti-guerre dans son propre pays est répétée à travers le monde. Le premier ministre travailliste d'Angleterre, Tony Blair et le premier ministre conservateur d'Australie, John Howard, ont été capables d'ignorer une opposition majoritaire et de poursuivre leur participation dans la guerre en

Irak, uniquement grâce à la complicité de l'establishment politique dans son entier dans les deux pays. Partout, la vaste majorité de la population a effectivement été mise de côté.

La seule solution réside pour les travailleurs sur chacun des continents de prendre action indépendamment des gouvernements et partis de l'establishment, contre eux, et de bâtir un nouveau mouvement politique socialiste international. Toutes les formes de mobilisations populaires contre la guerre en Irak et en Afghanistan — campagne d'éducation, rassemblements et manifestations, actions industrielles, initiatives électorales — doivent être conçues, développées et mises en œuvre sur la base de cette stratégie politique indépendante.

La guerre et les inégalités sociales

Le fossé entre les gouvernements du monde et les peuples du monde en ce qui concerne la guerre en Irak reflète les réalités sociales et économiques sous-jacentes du monde capitaliste.

À la fin de l'an dernier, un organisme de recherche affilié aux Nations unies, publia un rapport documentant la stupéfiante monopolisation des richesses par une aristocratie financière aux dépens de la vaste majorité de la population du monde.

Selon l'Institut mondial pour le développement de la recherche économique (IMDRE), le premier un pour cent de la population adulte mondiale (près de 37 millions de personnes) possède 40 pour cent de la richesse mondiale. Le premier 2 pour cent en possède plus de la moitié et le premier 10 pour cent possède 85 pour cent des richesses mondiales.

À l'inverse, la portion de 50 pour cent de la population adulte au bas de l'échelle des richesses – près de 1,85 milliard de personnes – possède collectivement seulement un pour cent de la richesse mondiale, avec des masses de gens condamnés à vivre dans une pauvreté abjecte avec la faim et les maladies.

Aux Etats-Unis, en Europe, en Russie et à travers l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, une vaste transformation a pris place résultant des politiques mises en œuvre par les partis politiques de toutes tendances transférant une part toujours plus grande des richesses sociales de la classe ouvrière vers une élite hébétée de richesse au sommet de la société.

Les résultats ont partout été essentiellement les mêmes : la consolidation d'une oligarchie financière qui refuse de donner à la classe ouvrière, la vaste majorité de la population, les moyens de faire sentir ses besoins, points de vues et intérêts.

L'assaut contre les droits démocratiques.

La poursuite de politique directement pour les intérêts des riches et super riches ne peut, en bout de ligne, être menée par les méthodes démocratiques traditionnelles. La véritable raison de l'assaut sans précédent contre les droits démocratiques découle de la nécessité d'étendre les pouvoirs répressifs de l'Etat contre une éruption d'opposition populaire, non pour protéger les gens contre une menace terroriste extérieure.

Aux Etats-Unis, l'administration Bush a adopté, avec la collaboration du Parti démocrate et des médias de masse, des mesures anti-démocratiques qui, lorsqu'on les considère dans leur totalité, ont créé le cadre légal d'un Etat policier.

L'espionnage de la population par le gouvernement a rendu le droit à la vie privée lettre morte. Le droit à un procès et celui d'être légalement conseillé et le principe plusieurs fois centenaire de l'habeas corpus ont été minés. Les prisons secrètes et la torture ont été sanctionnées par des lois adoptées avec l'appui bipartisan. Les droits d'appels pour se prévaloir des protections établis par la Convention de Genève et du droit international, ont été bannis des tribunaux américains.

Ces mesures répressives ont été émulé partout à travers le monde. En Angleterre, la Loi sur la prévention des actes terroristes, adoptée en 2005, abolit le principe d'assise de la présomption d'innocence et autorise le gouvernement à imposer de longue période de détention sans accusations. En Australie, au cours des 5 ans depuis les attaques du 11 septembre 2001, le gouvernement d'Howard a adopté plus de 40 lois anti-terroristes différentes. Jamais les droits de la population du monde n'ont été si menacés qu'aujourd'hui.

Il faut rompre avec les partis de la guerre et de la réaction ! Pour un mouvement international indépendant massif contre la guerre !

La solution pour mettre fin à la guerre en Irak est l'intervention politique et sociale indépendante des travailleurs et des jeunes contre la classe politique toute entière et l'oligarchie financière qu'elle sert.

La guerre est le produit inévitable d'une société où tous les besoins sociaux sont subordonnés à l'accumulation du profit par les entreprises et à la richesse personnelle d'une minuscule élite. On ne peut séparer la montée du militarisme et la poursuite de guerres impérialistes de la question de savoir à qui tout cela profite.

Le mouvement contre la guerre doit adopter un programme qui associe la lutte contre le militarisme et la guerre à une lutte contre l'inégalité sociale et contre les attaques sur les droits démocratiques. Ce mouvement doit directement remettre en question l'organisation capitaliste existante, en se battant pour la réorganisation de la vie économique internationalement sur la base du besoin social et de ce qui est bien pour tous, c'est-à-dire sur des fondements socialistes.

Le *World Socialist Web Site* appelle les travailleurs, les étudiants et les jeunes à construire une campagne populaire contre la guerre qui se base sur les points suivants :

*Retrait immédiat et inconditionnel d'Irak et d'Afghanistan de tous les soldats américains, britanniques et autres soldats de la « coalition ».

Il ne peut y avoir d'issue au bain de sang en Irak tant que les troupes américaines resteront dans ce pays. Le désastre qui submerge les Irakiens résulte de la rencontre tragique de leur pays avec les Etats-Unis ce dernier quart de siècle : L'encouragement américain à l'invasion désastreuse de l'Iran par l'Irak dans les années 80, l'invasion américaine de l'Irak en 1991, les douze années de sanctions économiques et finalement l'invasion et l'occupation de 2003. Tels sont les événements qui ont conduit à la quasi-désintégration de la société irakienne. Du fait de cette histoire, un retrait américain immédiat et total d'Irak est la condition préalable absolue pour arrêter la violence qui détruit le pays.

*Il faut poursuivre en justice les responsables de cette guerre.

Il est crucial que tous ceux qui ont comploté et mis en place cette agression illégale et non

provoquée contre l'Irak soient traduits en justice. Cela inclut Bush, Cheney, Rumsfeld, Rice et d'autres civils et militaires de haut rang ainsi que leurs complices tels que Blair en Grande-Bretagne et Howard en Australie. Les Etats-Unis ont ouvertement pris la décision de jeter en prison ceux qu'ils qualifient de criminels de guerre, tels Noriega du Panama, Milosevic de Serbie et Saddam Hussein d'Irak. La même décision doit s'appliquer aux criminels de guerre de Washington dont les crimes excèdent de loin ceux des dirigeants susmentionnés.

Comme les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, la Maison-Blanche de Bush a eu recours à ce qu'elle appelle la « guerre préventive », c'est-à-dire une guerre d'agression – principal chef d'accusation porté par le tribunal des crimes de guerre de Nuremberg – comme politique pour atteindre ses objectifs internationaux.

Demander des comptes à Bush et aux autres personnalités de haut rang n'est pas une question de revanche, mais d'éducation politique de la population dans son ensemble. Il est nécessaire de mettre fin à cette culture de guerre, que l'élite dirigeante américaine et ses laquais des médias cultivent pour justifier les grosses interventions militaires américaines tous les quatre ou cinq ans. Il est nécessaire de révéler comment ces crimes sanglants ont été mis en branle au moyen de conspirations criminelles.

*Il faut s'opposer à toutes formes de racisme, de nationalisme et de sectarisme.

Une condition préalable essentielle à la construction d'un mouvement international contre la guerre est le rejet de toutes formes de racisme, de nationalisme et de communautarisme.

La guerre en Irak s'est accompagnée d'un attisement du racisme pour justifier l'agression impérialiste et le régime néocolonial. En Europe comme ailleurs, les musulmans sont devenus la cible de fanatisme et d'insultes racistes. Pays après pays on voit les élites dirigeantes promouvoir « des valeurs nationales » pour diviser les travailleurs et recueillir un appui pour les guerres à venir.

Les travailleurs du Moyen-Orient doivent rejeter la fomentation de différences ethniques et religieuses qui a déjà produit un bain de sang sectaire en Irak et menace de plonger la région toute entière dans un conflit. La réponse à l'agression impérialiste et au racisme antimusulman n'est pas le retranchement dans l'intégrisme islamique, qui ne peut que servir les intérêts de l'une ou l'autre faction de l'élite dirigeante, mais c'est l'unification de la classe ouvrière de tout le Moyen-Orient avec ses frères et sœurs de classe du monde entier sur la base de l'internationalisme socialiste.

*Il faut révoquer toutes lois et politiques dirigées à l'encontre des droits démocratiques du peuple et démanteler les réseaux d'espionnage gouvernementaux et de répression politique. Il faut défendre les droits des travailleurs immigrés à vivre et travailler dans le pays de leur choix en jouissant pleinement de droits de citoyen à part entière et sans peur de la répression, de l'emprisonnement ou de la déportation.

*Il faut rejeter et s'opposer à la conscription militaire imposée pour la guerre impérialiste.

*Il faut reconstruire la vie économique suivant une ligne socialiste pour mettre fin aux disparités choquantes de richesse, pour promouvoir l'égalité sociale et subvenir aux besoins des gens.

L'organisation capitaliste actuelle où toutes les forces de l'industrie et des finances sont

propriété privée et sous contrôle privé, doit être remplacée par un système socialiste de propriété publique et de contrôle démocratique de l'économie. Les rouages anarchiques du marché capitaliste doivent être remplacés par une planification rationnelle qui utilise les avancées révolutionnaires de la science et de la technologie à échelle mondiale pour développer un système économique dont le principe organisationnel est de la satisfaire les besoins humains et non de créer des profits et l'accumulation de vastes richesses personnelles.

*Contre la politique du militarisme impérialiste, il faut lutter pour une politique d'internationalisme socialiste basé sur la solidarité internationale de tous les travailleurs et le développement des ressources du monde pour éliminer les fléaux que sont la pauvreté, la maladie et l'ignorance et élever le niveau de vie et le niveau culturel de toute l'humanité.

L'unique alternative progressiste au militarisme, au nationalisme, au sectarisme et au racisme est l'internationalisme – la lutte pour unifier la classe ouvrière internationalement dans le combat pour un avenir socialiste.

Unifier et coordonner les luttes des travailleurs internationalement contre la guerre, la répression et l'inégalité sociale est la tâche historique entreprise par le Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI), qui est la direction du mouvement socialiste mondial.

Il faut faire avancer cette lutte en construisant et en élargissant les sections du CIQI, les Partis de l'égalité socialiste (PES), dans les pays où ils existent déjà et fonder de tels partis dans les pays où ils n'existent pas. Dans chaque pays, le PES lutte pour unifier les travailleurs internationalement dans une lutte à échelle mondiale contre la guerre et pour le socialisme contre la tyrannie des banques internationales et des entreprises transnationales.

Nous nous tournons tout particulièrement vers les jeunes — ceux qui vont, les premiers, payer le prix terrible de la guerre — pour les appeler à se battre pour cette perspective. Nous appelons à la construction de l'Internationale des étudiants pour l'égalité socialiste dans les universités et établissements scolaires du secondaire dans chaque pays afin que les jeunes se tournent vers la classe ouvrière dans son ensemble dans la lutte pour construire un mouvement socialiste de masse capable de mettre fin à la guerre et au système capitaliste qui le crée.

[WSWS](#), Déclaration originale anglaise parue le 22 janvier 2007,

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [WSWS](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [WSWS](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca